

**Art. 5.** De maatregel bedoeld in artikel 3, 4<sup>o</sup>, van dit besluit is op de Natura 2000-locaties van toepassing één jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit waarbij ze aangewezen worden.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4221

[2008/204258]

**23 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ci-après "la loi", notamment son article 28, § 4, alinéa 4, et § 5;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment son article D.49, d);

Vu l'avis 45.190/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les sites Natura 2000 doivent bénéficier dès leur désignation d'un régime préventif efficace, qui permet de prévenir la détérioration des habitats naturels, la perturbation significative des espèces pour lesquelles le site a été désigné ou toute autre atteinte à l'intégrité du site;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de dérogation et d'autorisation établi en vertu de l'article 28, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour les projets et activités non soumis à permis en vertu d'une autre législation en vigueur;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de notification des projets et activités non soumis à permis en vertu d'une autre législation en vigueur, prévu par l'article 28, § 4, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant la nécessité de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de recours administratif prévu par l'article 28, § 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'il importe de soumettre les dérogations et autorisations prévues par l'article 28, § 4, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature au système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement;

Considérant que les modalités du régime préventif doivent être proportionnées au regard des objectifs de conservation poursuivis sur le site et des conséquences que l'activité ou le projet envisagé est susceptible d'avoir sur les activités socio-économiques;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Procédure de dérogation et d'autorisation*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les demandes de dérogation et d'autorisation visées aux articles 28, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi sont introduites respectivement auprès de l'inspecteur général et du directeur par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, au moyen du formulaire disponible soit sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>, soit sur simple demande adressée à l'autorité compétente.

La demande comprend :

- les nom, prénom et adresse du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom et adresse de la personne mandatée pour introduire la demande;

- un plan de situation sur une carte IGN dont l'échelle ne peut être inférieure à 1/10 000<sup>e</sup>, la nature, les caractéristiques, la durée et les dimensions précises du projet ou de l'activité faisant l'objet de la demande;

- la dénomination et le code du site Natura 2000 concerné.

La demande comprend également une mention du ou des actes particuliers ou fixés par arrêté à portée générale qui font l'objet de la demande, ainsi que, pour les actes soumis à dérogation, les raisons qui fondent le caractère exceptionnel de la demande.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la demande est complète, l'autorité compétente délivre au demandeur un accusé de réception qui informe le demandeur du caractère complet de sa demande dans les quinze jours de la réception de la demande.

Lorsque la demande est incomplète, l'autorité compétente en informe le demandeur dans les quinze jours de la réception de la demande, en indiquant les renseignements manquants et en précisant que la procédure recommence à la date de leur réception.

Les compléments de renseignements sont envoyés par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

§ 2. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article D.68, § 2, alinéa 6, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, si l'autorité compétente n'a pas envoyé sa décision sur le caractère complet dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le projet faisant l'objet de la demande de dérogation ou d'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est soumis à étude d'incidences en vertu de l'article D.66, § 2, ou de l'article D.68 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'autorité compétente transmet, le jour où elle envoie au demandeur l'accusé de réception visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ou, dans l'hypothèse visée à l'article 2, § 2, le jour qui suit l'expiration du délai visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> ou 2, le dossier de demande à chaque commune susceptible d'être affectée par le projet, au sens de l'article D.29-4, alinéa 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Dans les trois jours de la réception des documents visés à l'alinéa précédent, chaque commune concernée annonce l'enquête publique, laquelle ne peut débuter plus de huit jours à dater de la réception des documents visés à l'alinéa précédent.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'autorité compétente statue et envoie sa décision, le cas échéant assortie de conditions, au demandeur ainsi qu'à la commission de conservation concernée par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, dans un délai de :

1° soixante jours, pour l'octroi d'une dérogation visée à l'article 1<sup>er</sup>;

2° quarante-cinq jours, pour l'octroi d'une autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup>, à compter de la date de l'accusé de réception de la demande complète visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ou, dans l'hypothèse visée à l'article 2, § 2, à compter du jour qui suit l'expiration du délai visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> ou 2.

En cas d'urgence dûment motivée par le demandeur, les délais sont ramenés respectivement à trente et vingt jours. Lorsque l'urgence est invoquée, l'autorité compétente informe le demandeur si la procédure d'urgence est activée en même temps qu'elle lui transmet un accusé de réception conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ou, dans l'hypothèse visée à l'article 2, § 2, le jour qui suit l'expiration du délai visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> ou 2.

Lorsque la demande est accompagnée d'étude d'incidences, les délais sont augmentés de trente jours.

A défaut d'envoi de la décision dans les délais impartis, l'autorisation ou la dérogation est réputée refusée.

§ 2. La décision indique, le cas échéant, la durée pour laquelle la dérogation ou l'autorisation est accordée.

§ 3. Si dans les deux ans de la notification de la dérogation ou de l'autorisation, les travaux ou l'activité n'ont pas été entamés de manière significative, la dérogation ou l'autorisation est périmée.

Toutefois, à la demande du titulaire de la dérogation ou de l'autorisation, la durée de mise en œuvre visée à l'alinéa précédent est prorogée pour une période d'un an. Cette demande est introduite auprès de l'autorité qui a délivré la dérogation ou l'autorisation au moins trente jours avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

### Section 3. — Procédures de recours

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le demandeur peut introduire auprès du Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions, ci-après le Ministre, un recours motivé contre :

- la décision visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

- la décision implicite de refus visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

L'introduction du recours suspend le délai de deux ans visé à l'article 4, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit par envoi permettant de conférer date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, au moyen du formulaire disponible soit sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>, soit sur simple demande adressée à l'inspecteur général et reprend au minimum :

- les nom, prénom et adresse du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom et adresse de la personne mandatée pour introduire le recours;

- une copie de la décision attaquée ou de la demande en cas de décision implicite de refus;

- les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

A peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé au Ministre dans les trente jours à compter de la réception de la décision ou, en l'absence de décision, de l'expiration du délai visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

Le recours est étayé par tout document pertinent de nature à permettre au Ministre de prendre sa décision en connaissance de cause, notamment quant aux effets de l'activité sur l'intégrité du site et, le cas échéant, à l'absence de solutions alternatives et aux mesures compensatoires à imposer.

Le Ministre envoie un accusé de réception dans les quinze jours de la réception du recours.

§ 3. Le Ministre transmet une copie du recours, de l'accusé de réception et du dossier de recours à l'Inspecteur général.

Le Ministre transmet par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte le dossier de recours pour avis à la commission de conservation concernée.

**Art. 6.** Le Ministre statue et envoie sa décision, le cas échéant assortie de conditions, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte au demandeur, et par simple lettre à l'inspecteur général, et, le cas échéant, au directeur, s'il est l'autorité compétente, ainsi qu'à la commission de conservation, endéans les septante-cinq jours à dater de la réception du recours.

### Section 4. — Notification au directeur

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les projets et activités soumis à notification en vertu de l'arrêté de désignation d'un site Natura 2000 ou par arrêté de portée générale sont notifiés au directeur au moyen du formulaire disponible soit sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>, soit sur simple demande adressée au directeur.

La notification est envoyée au directeur par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

§ 2. La notification est irrecevable si elle ne respecte pas les conditions fixées au § 1<sup>er</sup>.

Le cas échéant, le directeur envoie au notifiant sa décision mentionnant les motifs d'irrecevabilité dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la notification. A défaut, la notification est réputée recevable.

Lorsque la notification est recevable, le directeur en transmet une copie à l'inspecteur général et à la commission de conservation concernée dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de la notification.

**Art. 8.** Lorsqu'il examine le caractère recevable de la notification, le directeur vérifie si l'activité notifiée, au vu de ses caractéristiques et eu égard aux objectifs de conservation du site, est susceptible d'affecter le site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans, projets ou activités.

Dans l'affirmative, le directeur doit, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la notification, en informer le notifiant par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte et :

- soumettre l'activité notifiée aux conditions particulières appropriées de façon à s'assurer qu'elle ne soit pas susceptible d'affecter le site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans ou projets;

- ou, si aucune condition n'est à même d'éviter l'effet visé au point 1°, informer le notifiant que l'activité notifiée est soumise à l'autorisation visée à l'article 28, § 4, alinéa 2, de la loi.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, le directeur peut différer la communication au notifiant des conditions particulières visées à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de maximum quinze jours. Dans cette hypothèse, la décision mentionne expressément la date pour laquelle seront communiquées lesdites conditions. La communication se fait par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

**Art. 9.** Si la notification n'a pas été déclarée irrecevable et pour autant que l'activité notifiée n'ait pas été soumise à conditions particulières ou à autorisation en vertu de l'article 8, alinéa 2, le notifiant peut mettre en œuvre l'activité concernée au plus tôt le vingtième jour qui suit celui de l'envoi de la notification.

Lorsque l'activité notifiée est soumise à des conditions particulières en vertu de l'article 8, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, le notifiant peut contester les conditions particulières imposées auprès de l'inspecteur général dans les trente jours à dater de la réception de l'envoi du directeur.

La contestation est envoyée à l'inspecteur général par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

L'inspecteur général statue sur la contestation dans les quinze jours.

Lorsque l'activité notifiée est soumise à des conditions particulières en vertu de l'article 8, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, le notifiant peut mettre en œuvre l'activité au plus tôt le troisième jour qui suit celui de la réception des conditions particulières envoyées par le Directeur ou le cas échéant, par l'inspecteur général.

Le notifiant conserve une copie de sa notification et des éventuelles conditions imposées sur les lieux de l'activité.

La notification est valable cinq ans à dater de la réception de la décision la déclarant recevable.

#### Section 5. — Dispositions finales

**Art. 10.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est habilité à établir le modèle des formulaires visés aux articles 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5, § 2, et 7, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** A l'article R.52 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, il est ajouté un point 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"la dérogation et l'autorisation requises en vertu de l'article 28, § 4, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature."

**Art. 12.** Seuls les envois suivants sont considérés comme des moyens permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte :

- la lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- les envois par des services publics et privés de distribution du courrier express, pourvu qu'un accusé de réception soit délivré;
- remise auprès de l'inspecteur général ou du directeur contre récépissé.

**Art. 13.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 octobre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4221

[2008/204258]

#### 23. OKTOBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, nachstehend "das Gesetz" genannt, insbesondere seines Artikels 28, § 4, Absatz 4, und § 5;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere seines Artikels D.49, d);

Aufgrund des am 13. Oktober 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.190/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass den Natura 2000-Gebieten ab deren Bezeichnung eine wirksame Präventivregelung zugewilligt werden muss, durch die der Verschlechterung der natürlichen Lebensräume, der erheblichen Störung der Arten, für die das Gebiet bezeichnet wurde, oder jeder anderen Beeinträchtigung des Gebiets vorgebeugt werden kann;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren und die Modalitäten des aufgrund des Artikels 28, § 4, Absätze 1 und 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur eingeführten Abweichungs- und Genehmigungsmechanismus für die Projekte und Aktivitäten festzulegen, die aufgrund einer anderen geltenden Gesetzgebung nicht einer Genehmigung unterliegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren und die Modalitäten des in Artikel 28, § 4, Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Notifizierungsmechanismus der Projekte und Aktivitäten festzulegen, die aufgrund einer anderen geltenden Gesetzgebung nicht einer Genehmigung unterliegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren und die Modalitäten des in Artikel 28, § 5, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Mechanismus des verwaltungsrechtlichen Einspruchs festzulegen;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, die in Artikel 28, § 4, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Abweichungen und Genehmigungen dem System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte zu unterwerfen;

In der Erwägung, dass die Modalitäten für die Präventivregelung angesichts der auf dem Gebiet verfolgten Erhaltungsziele und der Folgen, die die Aktivität oder das in Aussicht genommene Projekt auf die sozialwirtschaftlichen Aktivitäten haben könnte, proportioniert sein müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschließt:

#### *Abschnitt 1 — Abweichungs- und Genehmigungsverfahren*

**Artikel 1** - Die in den Artikeln 28, § 4, Absätze 1 und 2 des Gesetzes erwähnten Abweichungs- und Genehmigungsanträge werden jeweils beim Generalinspektor und Direktor durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann, sowie mittels des entweder auf der Internet-Webseite <http://natura2000.wallonie.be> oder auf einfache, an die zuständige Behörde gerichtete Anfrage verfügbaren Formulars eingereicht.

Der Antrag enthält:

- Name, Vorname und Anschrift des Antragstellers oder, falls es sich um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihr Gesellschaftsname, ihre Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname und Anschrift der zur Einreichung des Antrags bevollmächtigten Person;
- einen Lageplan auf einer Karte des Nationalen Geographischen Instituts, deren Maßstab nicht kleiner als 1/10 000e sein darf, die Art, die Eigenschaften, die Dauer und die genauen Ausmaße des Projekts oder der Aktivität, das bzw. die Gegenstand des Antrags ist;
- die Bezeichnung und den Code des betroffenen Natura 2000-Gebiets.

Der Antrag beinhaltet ebenfalls eine Angabe der besonderen oder durch Erlass mit allgemeiner Geltung festgelegten Handlungen, die Gegenstand des Antrags sind, sowie, was die einer Abweichung unterworfenen Handlungen betrifft, die Gründe, auf denen der außergewöhnliche Charakter des Antrags beruht.

**Art. 2** - § 1. Wenn der Antrag vollständig ist, stellt die zuständige Behörde dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags eine Empfangsbestätigung aus, die den Antragsteller von der Vollständigkeit seines Antrags in Kenntnis setzt.

Wenn der Antrag unvollständig ist, setzt die zuständige Behörde den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags davon in Kenntnis, wobei sie die fehlenden Auskünfte angibt und erwähnt, dass das Verfahren am Datum ihres Eingangs von neuem beginnt.

Die zusätzlichen Auskünfte werden durch jegliches Mittel entsendet, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen des Artikels D.68, § 2, Absatz 6 des Buches I des Umweltgesetzbuches, wenn die zuständige Behörde nicht innerhalb der in Paragraph 1, Absätze 1 und 2 vorgesehenen Frist ihren Beschluss über die Vollständigkeit entsendet hat, gilt der Antrag als zulässig und das Verfahren wird fortgesetzt.

**Art. 3** - § 1. Wenn das Projekt, das Gegenstand des in Artikel 1 erwähnten Abweichungs- oder Genehmigungsantrags ist, aufgrund des Artikels D.66, § 2, oder des Artikels D.68 des Buches I des Umweltgesetzbuches der Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt, übermittelt die zuständige Behörde am Tag, an dem sie dem Antragsteller die in Artikel 2, § 1, erwähnte Empfangsbestätigung zusendet, oder, in dem in Artikel 2, § 2, erwähnten Fall, am Tag, der auf den Ablauf der in Artikel 2, § 1, Absätze 1 und 2 erwähnten Frist folgt, einer jeden Gemeinde, die von dem Projekt betroffen sein könnte, die Antragsakte im Sinne des Artikels D.29-4, Absatz 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Innerhalb von drei Tagen ab dem Eingang der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Unterlagen kündigt die betroffene Gemeinde die öffentliche Untersuchung an, die nicht mehr als acht Tage nach dem Eingang der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Unterlagen beginnen darf.

**Art. 4** - § 1. Die zuständige Behörde fasst einen Beschluss und übermittelt diesen, gegebenenfalls mit Bedingungen verbunden, dem Antragsteller, sowie der betroffenen Erhaltungskommission durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann, und zwar innerhalb einer Frist von:

1° sechzig Tagen für die Gewährung einer in Artikel 1 erwähnten Abweichung;

2° fünfundvierzig Tagen für die Gewährung einer in Artikel 1 erwähnten Genehmigung, ab dem Datum der in Artikel 2, § 1, erwähnten Empfangsbestätigung des vollständigen Antrags oder, in dem in Artikel 2, § 2 erwähnten Fall, ab dem Tag, der auf den Ablauf der in Artikel 2, § 1, Absätze 1 und 2 erwähnten Frist folgt.

In einem vom Antragsteller ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeitsfall werden die Fristen jeweils auf dreißig und zwanzig Tage herabgesetzt. Falls die Dringlichkeit geltend gemacht wird, setzt die zuständige Behörde den Antragsteller davon in Kenntnis, ob das Dringlichkeitsverfahren gleichzeitig mit ihrer Übermittlung der Empfangsbestätigung an ihn gemäß Artikel 2, § 1, oder, in dem in Artikel 2, § 2, erwähnten Fall, am Tag, der auf den Ablauf der in Artikel 2, § 2, Absätze 1 und 2 erwähnten Frist folgt, in Gang gesetzt wird.

Wenn der Antrag mit einer Umweltverträglichkeitsprüfung verbunden ist, werden die Fristen um dreißig Tage verlängert.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der eingeräumten Fristen zugesandt wird, gilt die Genehmigung oder Abweichung als abgelehnt.

§ 2. In dem Beschluss wird gegebenenfalls die Dauer angegeben, für die die Abweichung oder Genehmigung gewährt wird.

§ 3. Wenn die Arbeiten oder die Aktivität nicht innerhalb von zwei Jahren ab der Zustellung der Abweichung oder Genehmigung eindeutig eingeleitet wurden, verfällt die Abweichung oder Genehmigung.

Auf Antrag des Inhabers der Abweichung oder des Inhabers der Genehmigung wird die in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Einleitungsdauer jedoch für einen Zeitraum von einem Jahr verlängert. Dieser Antrag wird mindestens dreißig Tage vor Ablauf der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist bei der Behörde eingereicht, die die Abweichung oder Genehmigung erteilt hat.

#### *Abschnitt 3 — Einspruchsverfahren*

**Art. 5** - § 1. Der Antragsteller kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, nachstehend der Minister genannt, einen begründeten Einspruch einreichen, und zwar gegen:

- den in Artikel 4, § 1, Absatz 1 erwähnten Beschluss;
- die in Artikel 4, § 1, Absatz 4 erwähnte stillschweigende Ablehnung.

Durch die Einreichung des Einspruchs wird die in Artikel 4, § 3, Absatz 1 erwähnte Frist von zwei Jahren ausgesetzt.

§ 2. Der Einspruch wird unter Gefahr der Unzulässigkeit durch Einsendung, durch die der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann, und mittels des entweder auf der Internet-Webseite <http://natura2000.wallonie.be> oder auf einfache, an den Generalinspektor gerichtete Anfrage verfügbaren Formulars eingereicht und gibt mindestens Folgendes an:

- Name, Vorname und Anschrift des Antragstellers oder, falls es sich um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihr Gesellschaftsname, ihre Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname und Anschrift der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;
- eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses oder des Antrags im Falle einer stillschweigenden Ablehnung;
- die gegen den angefochtenen Beschluss erörterten Mittel.

Der Einspruch wird unter Gefahr der Unzulässigkeit innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses oder, falls kein Beschluss vorliegt, ab dem Ablauf der in Artikel 4, § 1 erwähnten Frist an den Minister gesandt.

Der Einspruch wird durch jegliche einschlägige Unterlage untermauert, durch die der Minister in Kenntnis der Sachlage seinen Beschluss fassen kann, insbesondere was die Auswirkungen der Aktivität auf die Unversehrtheit des Gebiets und gegebenenfalls das Fehlen alternativer Lösungen und die aufzuerlegenden Ausgleichsmaßnahmen betrifft.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Einspruchs entsendet der Minister eine Empfangsbestätigung.

§ 3. Der Minister übermittelt dem Generalinspektor eine Abschrift des Einspruchs, der Empfangsbescheinigung und der Einspruchsakte.

Der Minister übermittelt der betroffenen Erhaltungskommission durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann, die Einspruchsakte zur Begutachtung.

**Art. 6 -** Der Minister fasst einen Beschluss und übermittelt diesen, gegebenenfalls mit Bedingungen verbunden, innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs dem Antragsteller durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann, und per einfaches Schreiben an den Generalinspektor, und gegebenenfalls an den Direktor, wenn er die zuständige Behörde ist, sowie an die Erhaltungskommission.

#### *Abschnitt 4 — Zustellung an den Direktor*

**Art. 7 - § 1.** Die aufgrund des Erlasses zur Bezeichnung eines Natura 2000-Gebiets oder durch Erlass mit allgemeiner Geltung einer Zustellung unterliegenden Projekte und Aktivitäten werden dem Direktor mittels des entweder auf der Internet-Webseite <http://natura2000.wallonie.be> oder auf einfache, an den Direktor gerichtete Anfrage verfügbaren Formulars zugestellt.

Die Zustellung wird dem Direktor durch jegliches Mittel zugesandt, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann.

§ 2. Die Zustellung ist unzulässig, wenn sie nicht die in § 1 erwähnten Bedingungen erfüllt.

Gegebenenfalls sendet der Direktor der zustellenden Person innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum des Eingangs der Zustellung seinen Beschluss unter Angabe der Gründe für die Unzulässigkeit. In Ermangelung dessen gilt die Zustellung als zulässig.

Wenn die Zustellung zulässig ist, übermittelt der Direktor innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Datum des Eingangs der Zustellung dem Generalinspektor und der betroffenen Erhaltungskommission eine Abschrift.

**Art. 8 -** Bei der Überprüfung der Zulässigkeit der Zustellung überprüft der Direktor, ob das Gebiet durch die zugestellte Aktivität aufgrund ihrer Eigenschaften und in Anbetracht der Erhaltungsziele des Gebiets individuell oder kombiniert mit anderen Plänen, Projekten oder Aktivitäten eindeutig Schaden nehmen könnte.

Im Bejahungsfall muss der Direktor innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum des Eingangs der Zustellung die zustellende Person durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen wird, davon in Kenntnis setzen und:

- die zugestellte Aktivität den angemessenen Sonderbedingungen unterwerfen, sodass gewährleistet ist, dass das Gebiet durch diese nicht individuell oder kombiniert mit anderen Plänen, Projekten oder Aktivitäten eindeutig Schaden nehmen könnte;

- oder, wenn die in Punkt 1<sup>o</sup> erwähnte Auswirkung durch keine Bedingung verhindert werden kann, die zustellende Person davon in Kenntnis setzen, dass die zugestellte Aktivität der in Artikel 28, § 4, Absatz 2, des Gesetzes erwähnten Genehmigung unterliegt.

In dem im vorhergehenden Absatz erwähnten Fall kann der Direktor die Mitteilung der in Absatz 2, 1<sup>o</sup>, erwähnten Sonderbedingungen an die zustellende Person um höchstens fünfzehn Tage verschieben. In diesem Fall wird in dem Beschluss das Datum, an dem die besagten Bedingungen mitgeteilt werden, ausdrücklich angegeben. Die Mitteilung erfolgt durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen wird.

**Art. 9 -** Wenn die Zustellung nicht für unzulässig erklärt wurde und insofern die zugestellte Aktivität keinen Sonderbedingungen oder keiner Genehmigung im Sinne des Artikels 8, Absatz 2, unterworfen wurde, kann die zustellende Person die betroffene Aktivität frühestens am zwanzigsten Tag, der auf die Einsendung der Zustellung folgt, einleiten.

Wenn die zugestellte Aktivität Sonderbedingungen im Sinne des Artikels 8, Absatz 2, 1<sup>o</sup>, unterworfen ist, kann die zustellende Person innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Einsendung des Direktors die auferlegten Sonderbedingungen beim Generalinspektor anfechten.

Die Anfechtung wird dem Generalinspektor durch jegliches Mittel zugesandt, durch das der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Der Generalinspektor fasst innerhalb von fünfzehn Tagen einen Beschluss über die Anfechtung.

Wenn die zugestellte Aktivität Sonderbedingungen im Sinne des Artikels 8, Absatz 2, 1<sup>o</sup>, unterworfen ist, kann die zustellende Person die Aktivität frühestens am dritten Tag, der auf den Eingang der vom Direktor, oder gegebenenfalls vom Generalinspektor, eingesandten Sonderbedingungen folgt, einleiten.

Die zustellende Person bewahrt eine Abschrift ihrer Zustellung und der eventuellen auferlegten Bedingungen am Ort der Aktivität auf.

Die Zustellung ist fünf Jahre ab dem Eingang des Beschlusses gültig, durch den sie für zulässig erklärt wurde.

## Abschnitt 5 — Schlussbestimmungen

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, ist befugt, das Muster der in den Artikeln 1, Absatz 1, 5, § 2, und 7, § 1, erwähnten Formulare zu erstellen.

**Art. 11** - In Artikel R.52 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Punkt 4<sup>o</sup> mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„die aufgrund des Artikels 28, § 4, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erforderliche Abweichung und Genehmigung.“.

**Art. 12** - Lediglich folgende Einsendungen werden als Mittel betrachtet, durch die der Einsendung und dem Eingang der Akte ein sicheres Datum verliehen werden kann:

- das Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;
- die Einsendungen durch öffentliche oder private Express-Post-Dienste, sofern eine Empfangsbestätigung ausgestellt wird;
- die Aushändigung beim Generalinspektor oder Direktor gegen Empfangsbescheinigung.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Oktober 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4221

[2008/204258]

**23 OKTOBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, hierna "de wet" genoemd, inzonderheid op artikel 28, § 4, lid 4, en § 5;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.49, d);

Gelet op advies 45.190/4 van de Raad van State, gegeven op 13 oktober 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de Natura 2000-locaties vanaf de aanwijzing ervan een efficiënte preventieve regeling moeten genieten, waardoor de beschadiging van de natuurlijke habitats, de significante verstoring van de soorten waarvoor de locatie is aangewezen of elke andere aantasting van de integriteit van de locatie kan worden voorkomen;

Overwegende dat het nodig is de procedure en de modaliteiten vast te stellen van het afwijkings- en vergunningsmechanisme ingesteld krachtens artikel 28, § 4, eerste en tweede lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud voor de projecten en activiteiten die niet onderworpen worden aan een vergunning krachtens een andere vigerende wetgeving;

Overwegende dat het nodig is de procedure en de modaliteiten vast te stellen van het in artikel 28, § 4, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bedoelde mechanisme voor de kennisgeving van de projecten en activiteiten die niet onderworpen worden aan een vergunning krachtens een andere vigerende wetgeving;

Overwegende dat het nodig is de procedure en de modaliteiten van het in artikel 28, § 5, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bedoelde mechanisme van administratief beroep vast te stellen;

Overwegende dat het belangrijk is de afwijkingen en vergunningen bedoeld in artikel 28, § 4, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud aan het systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van de projecten te onderwerpen;

Overwegende dat de modaliteiten van de preventieve regeling evenredig moeten worden gemaakt ten opzichte van de op de locatie nagestreefde behoudsdoelstellingen en van de mogelijke gevolgen van de activiteit of van het voorziene project op de sociaal-economische activiteiten;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

*Afdeling 1. — Afwijkings- en vergunningsprocedure*

**Artikel 1.** De in artikel 28, § 4, eerste en tweede lid, van de wet bedoelde afwijkings- en vergunningsaanvragen worden respectievelijk ingediend bij de inspecteur-generaal en bij de directeur door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, aan de hand van het formulier dat verkrijgbaar is ofwel op de website <http://natura2000.wallonie.be>, ofwel op eenvoudige aanvraag gericht aan de bevoegde overheid.

De aanvraag omvat :

- naam, voornaam en adres van de verzoeker of, als het gaat om een rechtspersoon, zijn benaming of zijn handelsnaam, zijn rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel alsook naam, voornaam en adres van de persoon die gemachtigd is om de aanvraag in te dienen;
- een liggingsplan op een NGI-kaart met een schaal van minstens 1/10 000, de aard, de kenmerken, de duur en de specifieke omvang van het project of van de activiteit die het voorwerp uitmaken van de aanvraag;
- de benaming en de code van de betrokken Natura 2000-locatie.

De aanvraag omvat eveneens een vermelding van de bijzondere handeling(en) of van de handelingen die bij algemeen besluit worden bepaald en die het voorwerp uitmaken van de aanvraag, alsook, voor de handelingen die aan een afwijking onderworpen zijn, de redenen van de uitzonderlijkheid van de aanvraag.

**Art. 2.** § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, bezorgt de bevoegde overheid binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst over de volledigheid van de aanvraag aan de verzoeker.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, brengt de bevoegde overheid er de verzoeker van op de hoogte binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag door de ontbrekende inlichtingen te vermelden en door te verklaren dat de procedure opnieuw begint bij de ontvangst ervan.

De nadere inlichtingen worden verstuurd door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel D.68, § 2, zesde lid, van Boek I van het Milieuwetboek en indien de bevoegde overheid haar beslissing over de volledigheid van de aanvraag binnen de in paragraaf 1, eerste en tweede lid, bepaalde termijn niet heeft verstuurd, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt de procedure voortgezet.

**Art. 3.** § 1. Wanneer het project, dat het voorwerp van de in artikel 1 bedoelde afwijkings- of vergunningsaanvraag uitmaakt, aan een milieueffectonderzoek onderworpen wordt krachtens artikel D.66, § 2, of artikel D.68 van Boek I van het Milieuwetboek, bezorgt de bevoegde overheid het aanvraagdossier aan elke gemeente die bij het project betrokken kan worden, in de zin van artikel D.29-4, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek, de dag waarop zij de verzoeker het in artikel 2, § 1 bedoeld bericht van ontvangst verstuurt, of, in het geval bedoeld in artikel 2, § 2, de eerste dag na afloop van de termijn bedoeld in artikel 2, § 1, eerste of tweede lid.

Binnen drie dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde stukken, maakt elke betrokken gemeente het openbare onderzoek bekend, dat niet langer dan acht dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde stukken mag beginnen.

**Art. 4.** § 1. De bevoegde overheid beslist en stuurt haar beslissing, in voorkomend geval samen met voorwaarden, aan de verzoeker en aan de betrokken behoudscommissie door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, binnen een termijn van :

1° zestig dagen voor de toekenning van een afwijking bedoeld in artikel 1;

2° vijfenveertig dagen voor de toekenning van een afwijking bedoeld in artikel 1,

te rekenen van de datum van ontvangst van de volledige aanvraag zoals bedoeld in artikel 2, § 1, of in de in artikel 2, § 2, bedoelde hypothese, te rekenen van de dag volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 2, § 1, lid 1 of 2.

In geval van door de verzoeker met redenen omklede dringende noodzakelijkheid worden de termijnen respectievelijk teruggebracht tot dertig en twintig dagen. Wanneer de dringende noodzakelijkheid wordt ingeroepen, informeert de bevoegde overheid de verzoeker of de spoedprocedure wordt ingeschakeld en maakt ze hem tegelijkertijd een bericht van ontvangst overeenkomstig artikel 2, § 1, over, of, in de in artikel 2, § 2, bedoelde hypothese, op de dag volgend op het verstrijken van de in artikel 2, § 2, lid 1 of 2, bedoelde termijn.

Wanneer een effectonderzoek bij de aanvraag wordt gevoegd, worden de termijnen met dertig dagen verlengd.

Als de beslissing binnen de voorgeschreven termijnen niet verzonden wordt, wordt de vergunning of de afwijking geacht geweigerd te zijn.

§ 2. In voorkomend geval vermeldt de beslissing de duur waarvoor de afwijking of de vergunning wordt toegekend.

§ 3. Als binnen twee jaar na de kennisgeving van de afwijking of van de vergunning de werkzaamheden of de activiteiten niet duidelijk zijn begonnen, verjaart de afwijking of de vergunning.

Op verzoek van de houder van de afwijking of van de vergunning wordt de in het vorige lid bedoelde uitvoeringstermijn evenwel met één jaar verlengd. Dat verzoek wordt bij de overheid die de afwijking of de vergunning toegekend heeft, ingediend minstens dertig dagen vóór het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn.

### *Afdeling 3 — Beroepsprocedure*

**Art. 5.** § 1. De verzoeker kan bij de Minister bevoegd voor het Natuurbehoud, hierna de Minister genoemd, een met redenen omkleed beroep instellen tegen :

- de beslissing bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid;

- de impliciete beslissing tot weigering bedoeld in artikel 4, § 1, vierde lid.

De indiening van het beroep schorst de in artikel 4, § 3, eerste lid, bedoelde termijn van twee jaar.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep per zending die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, ingediend aan de hand van het formulier dat verkrijgbaar is ofwel op de website <http://natura2000.wallonie.be>, ofwel op eenvoudige aanvraag gericht aan de inspecteur-generaal; het beroep omvat minstens :

- naam, voornaam en adres van de verzoeker of, als het gaat om een rechtspersoon, zijn benaming of handelsnaam, zijn juridische vorm, het adres van de maatschappelijke zetel alsmede naam, voornaam en adres van de persoon gemachtigd om het beroep in te stellen;

- een afschrift van de betwiste beslissing of van de aanvraag in geval van impliciete weigeringsbeslissing;

- de tegen de betwiste beslissing gebruikte middelen.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep aan de Minister gestuurd binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing of, bij gebrek aan beslissing, na het verstrijken van de in artikel 4, § 1, bedoelde termijn.

Het beroep baseert zich op elk relevant document van dien aard dat het Minister in staat stelt om zijn beslissing met kennis van zaken te nemen, met name wat betreft de gevolgen van de activiteit op de integriteit van de locatie en, in voorkomend geval, het gebrek aan alternatieve oplossingen en de op te leggen compenserende maatregelen.

De Minister stuurt een bericht van ontvangst binnen vijftien dagen na ontvangst van het beroep.

§ 3. De Minister maakt een afschrift van het beroep, van het bericht van ontvangst en van het beroepsdossier aan de Inspecteur-generaal over.

De Minister maakt door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, het beroepsdossier ter advies over aan de betrokken behoudscommissie.

**Art. 6.** De Minister beslist en stuurt zijn beslissing, in voorkomend geval samen met voorwaarden, door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, aan de verzoeker en, per gewone brief, aan de inspecteur-generaal, en, in voorkomend geval, aan de directeur, als hij de bevoegde overheid is, alsmede aan de betrokken behoudscommissie binnen een termijn van vijfenzeventig dagen na ontvangst van het beroep.

#### *Afdeling 4 — Kennisgeving aan de Directeur*

**Art. 7.** § 1. De projecten en activiteiten die krachtens het besluit tot aanwijzing van een Natura 2000-locatie of bij algemeen besluit aan kennisgeving zijn onderworpen, worden aan de directeur betekend aan de hand van het formulier dat verkrijgbaar is ofwel op de website <http://natura2000.wallonie.be>, ofwel op eenvoudige aanvraag gericht aan de directeur.

De kennisgeving wordt aan de directeur gestuurd door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt.

§ 2. De kennisgeving is niet-ontvankelijk als ze de in § 1 bepaalde voorwaarden niet vervult.

In voorkomend geval stuurt de directeur de kennisgever zijn beslissing met vermelding van de redenen van de niet-ontvankelijkheid binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving. Zoniet wordt de kennisgeving geacht ontvankelijk te zijn.

Wanneer de kennisgeving ontvankelijk is, stuurt de directeur er een afschrift van aan de inspecteur-generaal en aan de betrokken behoudscommissie binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de kennisgeving.

**Art. 8.** Wanneer hij de ontvankelijke aard van de kennisgeving vaststelt, gaat de directeur na of de betekende activiteit gezien haar eigenschappen en de doelstellingen van behoud van de locatie op significante wijze, individueel of met andere plannen, projecten of activiteiten de locatie zou kunnen aantasten.

Zo ja moet de directeur binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving de kennisgever daarvan op de hoogte brengen door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, en :

- moet hij de betekende activiteit aan de gepaste bijzondere voorwaarden zodanig onderwerpen dat hij zich vergewist dat ze de locatie op significante wijze, individueel of met andere plannen of projecten niet zal aantasten;
- of, als geen voorwaarde het in punt 1° bedoelde effect niet kan voorkomen, moet hij de kennisgever informeren dat de betekende activiteit onderworpen wordt aan de in artikel 28, § 4, tweede lid, van de wet bedoelde vergunning.

In de in het vorige lid bedoelde hypothese kan de directeur de mededeling aan de kennisgever van de bedoelde voorwaarden bedoeld in het tweede lid, 1°, met maximum vijftien dagen uitstellen. In dit geval vermeldt de beslissing uitdrukkelijk de datum waarvoor voornoemde voorwaarden zullen worden medegedeeld. De mededeling gebeurt door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt.

**Art. 9.** Als de kennisgeving niet onontvankelijk is verklaard en voor zover de betekende activiteit niet onderworpen is aan bijzondere voorwaarden of aan vergunning krachtens artikel 8, tweede lid, kan de kennisgever de betrokken activiteit op zijn vroegst op de twintigste dag volgend op de zending van de kennisgeving uitvoeren.

Wanneer de betekende activiteit aan bijzondere voorwaarden krachtens artikel 8, tweede lid, 1°, wordt onderworpen, kan de kennisgever de opgelegde bijzondere voorwaarden bij de inspecteur-generaal betwisten binnen dertig dagen na ontvangst van de zending van de directeur.

De betwisting wordt aan de inspecteur-generaal gestuurd door elk middel dat de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt.

De inspecteur-generaal beslist over de betwisting binnen vijftien dagen.

Wanneer de betekende activiteit aan bijzondere voorwaarden krachtens artikel 8, tweede lid, 1°, wordt onderworpen, kan de kennisgever de activiteit op zijn vroegst op de derde dag na ontvangst van de bijzondere voorwaarden gestuurd door de directeur of, in voorkomend geval, door de inspecteur-generaal uitvoeren..

De kennisgever behoudt een afschrift van zijn kennisgeving en van de eventuele voorwaarden opgelegd in de activiteitplaatsen.

De kennisgeving geldt voor vijf jaar te rekenen van de ontvangst van de beslissing die ze als ontvankelijk verklaart.

#### *Afdeling 5 — Slotbepalingen*

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud wordt ertoe gemachtigd om het model van de formulieren bedoeld in de artikelen 1, eerste lid, 5, § 2, en 7, § 1, vast te stellen.

**Art. 11.** In artikel R.52. van Boek I van het Milieuwetboek wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

“de afwijking en de vergunning vereist krachtens artikel 28, § 4, van de jacht van 12 juli 1973 op het natuurbehoud”.

**Art. 12.** Alleen de volgende zendingen worden beschouwd als middelen die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen :

- het bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;
- de zendingen door de openbare en private expresse koeriersdiensten vooropgesteld dat een bericht van ontvangst wordt afgegeven;
- overhandiging bij de inspecteur-generaal of de directeur tegen ontvangbewijs.

**Art. 13.** De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN